

# Procès-verbal du Conseil Élargi du vendredi 9 mars 2012

AÉDIROUM  
05-04-2012

Philippe Lamontagne  
Président

---

Présences

Michael Blondin Dong Pivoine Van Kim Sang Ly Cynthia Beauchemin Louis-Philippe Blais Jean-Cristoph Dury  
Marc-Antoine Desjardins Sébastien Lavoie-Courchesne Michaël Cadilhac Philippe Lamontagne

## 0 Ouverture

Le quorum est constaté à 14 heures 36 minutes le vendredi 9 mars 2012.

## 1 Adoption de l'ordre du jour

Le président fait la lecture de l'ordre du jour. Sébastien Lavoie-Courchesne **propose** l'adoption de l'ordre du jour, appuyé par Cynthia Beauchemin.

Jean-Cristoph Dury a une intervention à faire par rapport au café, il la fera en varia.

**L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.**

La proposition est adoptée à l'unanimité.

## 2 Grève

Michael Blondin informe le conseil élargi que le DIRO tombera en grève lundi, suite au référendum qui a été tenu du 27 au 29 avril 2012. Il a rencontré le directeur accompagné du président de l'association. Ils ont tous deux essayé de lui faire dire le plus de choses possible. Il a notamment dit qu'il ne pourrait pas trop nous venir en aide si les professeurs demandent de remettre les devoirs en cours, ne voyant pas comment il pourrait gérer cela. Selon ses dires, il n'a pas beaucoup de pouvoir sur ces derniers. Il a mentionné qu'aucune évaluation touchant de la matière qui n'aura pas été vue en classe ne sera tolérée. Des notes de cours mises en ligne ne constituent pas de la matière vue en classe. Malgré tout, les représentants de l'association ont réussi à lui faire dire que le tiers des étudiants en classe est trop peu pour donner un cours. Il a un moment été évasif, abordant d'autres sujets tel le financement intégré. À la suite de cette rencontre, nous avons écrit aux étudiants. Ça a été difficile de prendre une décision par rapport à quoi faire avec les devoirs déjà en cours. On n'ose pas dire aux étudiants de ne pas les remettre. On leur a dit de faire comme si la date de remise était la même et on a demandé aux professeurs de la repousser. On espère que les professeurs repousseront la date de remise de bonne foi. Le but d'une grève étant de cesser toute activité académique, les travaux ne doivent pas être remis.

Dong Pivoine Van mentionne qu'une grève étudiante n'est pas un droit en vertu des normes du travail. Il n'y a donc pas de procédures à suivre sur lesquelles se baser.

Michael Blondin répond que ce n'est pas un droit en vertu de la loi, mais qu'on se dote des lignes générales que doit prendre la grève; c'est nous qui dictons les règles. L'Université de Montréal a beau s'entêter à ne pas reconnaître les grèves étudiantes, sa direction a un peu plus peur depuis l'occupation de leurs bureaux ce mercredi dernier. En citant une lettre rédigée par l'association de philosophie, « On ne revendique pas le droit à la grève, on le prend. »

Michael Blondin continue sur le fait qu'il faille envoyer un courriel aux professeurs. Il s'adressera surtout aux professeurs qui sont déjà sympathisants à notre cause. Ce courriel a pour but de leur dire ce à quoi on s'attend d'eux, non pas de dicter leur comportement, c'est pourquoi on utilise le terme « appel à la solidarité ». On ne

# Procès-verbal du Conseil Élargi du vendredi 9 mars 2012

AÉDIROUM  
05-04-2012

Philippe Lamontagne  
Président

---

s'attend pas à ce que les professeurs affichent une résistance majeure à la grève.

Dong Pivoine Van demande pourquoi un professeur serait contre la grève. Serait-ce parce que la reprise de la session ferait déborder leur horaire ?

Michael Blondin répond que c'est surtout pour des raisons personnelles. Ils n'ont pas tant à craindre que la session soit allongée, puisque les syndicats vont fortement s'y opposer si c'est le cas. On ne connaît pas d'exemple de professeur qui s'oppose à la grève. Au contraire, on a plusieurs exemples de professeurs sympathisants. Patrice Marcotte, le directeur du département était plutôt ambigu à ce sujet, n'ayant pas l'air pas certain s'il est pour ou contre la hausse. Idéalement, il faudrait que le courriel aux professeurs soit envoyé au plus vite. Il faudra par la suite décider des actions à entreprendre pendant la semaine prochaine.

Dong Pivoine Van s'interroge sur le moment du vote de renouvellement ?

Michael Blondin précise que lui et Philippe Lamontagne se sont entendus pour que ce soit le vendredi achevant la première semaine de grève. Ça facilite le déroulement de celle-ci et c'est à ce moment qu'il y a le moins de cours à piqueter. Cette reconduction se fait en assemblée générale et celle-ci ne portera pas seulement sur le renouvellement. On devra aussi y discuter des actions à venir. Les assemblées générales en seront des extraordinaires ; de cette manière, elles pourront être convoquées dans un court délai. Il n'est pas prévu qu'il y ait de la pizza à ces assemblées générales. Sa fonction première d'incitatif à la participation se trouve ombragée par l'importance de l'enjeu.

Michaël Cadilhac demande quel sera le quorum pour ces assemblées.

Michael Blondin indique que c'est le même, c'est-à-dire, d'environ 36 membres pour la session en cours.

Kim Sang Ly demande à Michael Blondin ce qui s'est dit au comité de mobilisation portant sur la grève qui a eu lieu la veille.

Michael Blondin décrit qu'il y avait 9 points à l'ordre du jour et que le comité avait les allures d'un conseil central vu l'imposante présence de 40 associations étudiantes. On y a parlé du piquet de grève, qui semble avoir du succès dans la majorité des départements, mis à part l'association de chimie qui a eu un problème avec un cours donné à la Polytechnique. On y a présenté le calendrier des actions du mois de mars, tant des associations locales que nationales ou de campus. Il y a une manifestation prévue le 14 à l'Université de Montréal qui part du hall d'honneur du pavillon Roger-Gaudry et qui se rend jusqu'au bureau de Raymon Bachand, ministre des Finances, sur la rue Côte-des-Neiges. On y a parlé de ce qui se passe ailleurs au Québec par rapport à la mobilisation. Certains sont inquiets que l'Université de Montréal soit parmi les plus mobilisées, même plus que certains cégeps. On est inquiet que l'association de l'Université de Concordia n'ait voté la grève qu'avec un taux de participation de 6%, soit 2 000 membres sur un total de 30 000. Toujours dans le comité de mobilisation, on a fortement critiqué la FEUQ, en majeure partie à cause de son absence des médias. De retour sur le sujet du piquet de grève, les consignes de l'Université interdisent le piquetage. Par contre, on n'a pas droit de piqueter comme on n'a pas droit de faire grève. Certaines règles restent claires malgré tout : pas de pancartes sur des bâtons de bois. Elles seront considérées comme des armes. Au sujet de l'interaction avec la sécurité, dans les faits, ils n'interviennent pas. Intervenir compromettrait plus la sécurité des gens en jeu que de les laisser piqueter. Certains délégués ont semblé dire que c'est légal de bloquer une porte si on reste en mouvement, à la surprise du délégué de droit. Michael rajoute qu'après discussion avec d'autres associations, il est peu recommandable qu'il y ait moins de 2 personnes sur un piquet de grève.

Dong Pivoine Van s'inquiète du fait que si le professeur tente de rentrer en cours, nous n'avons pas le droit de le toucher.

Michael Blondin lui rassure que les professeurs et étudiants n'ont pas plus le droit de nous toucher. Ce genre d'information devrait se retrouver dans un petit guide de piquetage que l'on distribuerait aux membres. La règle n° 1 est : ne touche personne et tu n'es pas violent. La sécurité a même parfois maîtrisé des professeurs qui bouscullaient des étudiants pour pouvoir rentrer en classe, mais pas d'étudiant jusqu'à maintenant. En général,

# Procès-verbal du Conseil Élargi du vendredi 9 mars 2012

AÉDIROUM  
05-04-2012

Philippe Lamontagne  
Président

---

les étudiants sont pacifiques, mais pas nécessairement les professeurs. Il y a même un cas où un vice-recteur a violenté une étudiante lors de l'occupation du rectorat. La sécurité est intervenue en faveur de l'étudiante. Pour l'instant, ça l'air de bien se passer à l'Université de Montréal; plusieurs associations sont en grève depuis des semaines et tout se déroule bien. Pour ce qui est de notre département, le plan est de se réunir lundi à 9 heures au local d'association étudiante. Tous les cours le lundi commencent au plus tôt à 9 heures 30 minutes. Le seul cours de 8 heures 30 minutes sur l'horaire a été déplacé une heure plus tard par le professeur. Pour l'occasion, Michael Blondin et Philippe Lamontagne ont acheté du matériel de mobilisation. Parmi le matériel acheté, il y a de gros papiers pour faire des pancartes, des carrés rouges et des bâtons pour les manifestations extérieures, il manque seulement des banderoles.

Marc-Antoine Desjardins se demande si la banderole est pour les grèves du 14 et du 22 mars 2012. Il demande ce qu'est devenue la banderole que l'association de premier cycle avait en 2005.

Michael Blondin lui répond qu'on pourra se servir de la banderole quand on le voudra. Elle peut aider aux piquets de grève, surtout pour les locaux à deux portes. La banderole précédente est décédée à la manifestation du 10 novembre. La pluie a eu raison de l'encre qu'elle portait. Michael Blondin réitère que pour les piquets de grève, on bloque, mais on ne touche à personne. Si on se fait bousculer, ce sera à nous d'appeler la sureté. On ne devrait pas utiliser de bureaux ni de chaises pour bloquer les portes. Dans les faits, ça semble bien marcher, mais en pratique on ne devrait pas, car on ne doit pas ralentir la sortie des gens en cas d'urgence.

Michael Blondin relance la question : qu'est-ce qu'on fait la première semaine de grève en terme d'actions contre la hausse? Il insiste qu'on devrait participer à la manifestation du 14 mars puisqu'on est situés à côté. Le départ se fait du hall d'honneur parce que du coup, on fait une peur au rectorat.

Dong Pivoine Van se demande si on peut acheter du papier pour faire des boules et les lancers pour une action symbolique.

Michael Blondin affirme que ça a déjà été fait.

Michael Blondin suggère qu'on aille à la manifestation du 14 mars organisée par la FAÉCUM. Par contre, puisque c'est que la première semaine de la grève, il faut vraiment mettre l'accent sur le piquetage. Les semaines subséquentes peuvent être plus orientées vers des actions, mais la première semaine on ne pourra pas faire tant d'actions.

Sébastien Lavoie-Courchesne : souligne qu'on n'est pas obligé de piqueter toute la semaine.

Michael Blondin le lui accorde, mais on va tout de même devoir avoir des piqueteurs dédiés, pour assurer que les cours ne se donneront pas. Il réoriente le débat sur le fait qu'il faut trouver des actions pour la semaine suivante.

Marc-Antoine Desjardins avance qu'avec la neige qui tombe, on pourrait faire une action nettoyage. Il compare une telle action à celle de médecine qui, en 2005, a ramassé des déchets sur le Mont-Royal.

Michael Blondin soulève un bémol; il faut faire attention avec ces actions. Comme il a été mentionné en comité de mobilisation, si on invite les médias à ces actions, on peut paraître de faire ça juste pour plaire aux médias. Ça a bien paru quand médecine l'a fait, mais médecine en grève paraît toujours bien.

Michael Blondin demande ce qu'on fait lundi. Est-ce qu'on offre un calendrier ou on improvise chaque jour?

Dong Pivoine Van préfère arriver avec un calendrier pour la première semaine, mais le faire en assemblée générale par la suite.

Michaël Cadilhac demande ce que les autres associations du campus font dans leurs calendriers.

Michael Blondin répond que les associations plus à gauche politiquement se font des actions ou ils se réunissent et s'enseignent entre eux. Ils vont surtout aux manifestations de la CLASSE, ce qui regroupe en fait la majorité des manifestations. Il suggère donc qu'on aille aux actions de la CLASSE, mais celles cotées « vertes », c'est-à-dire, dans lesquelles il n'y a pas ou peu de risque d'arrestation. Elles le sont pas mal toutes, la manifestation violente de mercredi n'était pas organisée par la CLASSE, mais par une association facultaire de l'UQAM. Il ajoute que

# Procès-verbal du Conseil Élargi du vendredi 9 mars 2012

AÉDIROUM  
05-04-2012

Philippe Lamontagne  
Président

---

le calendrier devrait contenir la manifestation du 14 puisque bientôt l'Université de Montréal risque de rattraper l'UQAM en terme de grévistes.

Michael Blondin demande à l'assemblée si elle a d'autres idées d'actions. Les associations du campus fondent beaucoup d'espoirs sur le fait qu'on réalise des actions relativement à nos champs de compétences, c'est-à-dire, des actions informatiques. Il ajoute qu'il serait bien de se doter d'un budget de grève.

Dong Pivoine Van demande si ça se fait en conseil élargi. Si on a le pouvoir de s'en doter.

Michael Blondin répond qu'il faut le faire en assemblée générale, puisqu'on ne fonctionne pas comme une entreprise où le conseil d'administration décide du budget.

Marc-Antoine Desjardins s'interroge sur la durée des piquets.

Michael Blondin lui indique que les associations piquettent environ 20 minutes.

Dong Pivoine Van mentionne que si le cours n'a pas commencé après un certain temps, il ne peut pas avoir lieu.

Michael Blondin ajoute qu'on a fait un appel à tous pour chercher des piqueteurs, mais qu'il serait bien qu'on ait un noyau de piqueteur disponible en tout temps. Sur le déroulement de la grève, il mentionne que, sans nécessairement faire d'assemblées générales, on peut tout de même faire des réunions informelles pour faire les horaires de piquetage. Chacun pourra piqueter son propre cours. Lundi matin les étudiants se rencontrent en vitesse pour piqueter les premiers cours, mais par la suite on pourra établir un horaire pour la semaine.

Dong Pivoine Van mentionne que les étudiants de 1<sup>re</sup> année n'ont pas de cours le lundi.

Louis-Philippe Blais soulève qu'il faudrait faire l'horaire des cours au plus tôt.

Marc-Antoine Desjardins suggère une action au département, tel un tournoi de Mario-Kart. Le gagnant se mériterait d'être en tête du peloton d'informatique à la manifestation nationale du 22 mars 2012.

Michael Blondin répond que physique a une action de ce genre. Ils ont prévu jouer à des jeux de société dans différents endroits de l'Université.

Michael Blondin, face au silence général, se demande si le conseil élargi est en train de lui laisser carte blanche pour l'élaboration de l'horaire.

L'assemblée acquiesce.

Michael Blondin introduit l'épineuse question : devrait-on rejoindre la CLASSE?

Michaël Cadilhac lui demande ce qu'il veut dire par rejoindre.

Michael Blondin explique le contexte actuel des associations nationales, la FEUQ, la FECQ, l'ASSE et la TaCEQ. La FEUQ est assez faible dans les médias, la seule action à être parue dans les médias ces derniers jours consistait de 200 personnes qui mangiaient du gâteau pour l'anniversaire de Line Beauchamp. On n'arrête pas de dire à la FAÉCUM qu'on est désespérés de la FEUQ, et la FAÉCUM le leur dit. L'université qui n'est pas normalement mobilisée, l'Université de Montréal, est plus mobilisée que les associations de région, ce qui est anormal. Le ou la seul(e) représentant(e) du mouvement étudiant qu'on voit à la télévision est Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE. Quand voit-on Martine Desjardins, présidente de la FEUQ? En réponse à quelques interrogations, il décrit que la CLASSE est un regroupement d'associations en plus de l'ASSÉ. Les gens font parfois des grimaces puisque l'ASSÉ est très à gauche et ils ont des idées radicales. Pour l'instant, ils ont le monopole de la lutte contre la hausse. La question se réduit à : veut-on être de la partie, ou ne veut-on pas trop s'en approcher?

Michaël Cadilhac demande ce qu'implique les rejoindre.

Michael Blondin répond qu'il y a une cotisation facultative. Le mode de fonctionnement en est un fédératif avec un vote par association, peu importe sa taille, ce qui fait contraste avec la FAÉCUM. Si le gouvernement propose quelque chose à la CLASSE, veut-on y avoir une voix ou pas? Par contre, s'affilier à la CLASSE implique

# Procès-verbal du Conseil Élargi du vendredi 9 mars 2012

AÉDIROUM  
05-04-2012

Philippe Lamontagne  
Président

---

s'associer aux gens qui scandent « gratuité scolaire » lors des manifestations. L'avantage est qu'ils font bouger les choses, contrairement à la FEUQ. La force de la FEUQ est le développement de contenu, mais en situation de crise ils ne sont pas à la hauteur. Au contraire, l'ASSÉ est à son meilleur pendant une situation de crise.

Michaël Cadilhac suggère de repousser cette question à l'assemblée générale.

Michael Blondin ne s'y oppose pas, mais note qu'il faudra se faire une idée d'ici là.

Louis-Philippe Blais mentionne que nos membres ne sont pas aussi à gauche que ceux de la CLASSE. On a eu de la misère à avoir une position d'indexation, alors pourquoi rejoindre des gens qui prônent la gratuité ?

Michaël Cadilhac lui répond que la position qu'on a en est une pragmatique. Si on pense pouvoir avoir un gain en rejoignant la CLASSE, pourquoi ne pas le faire. Mais il s'interroge sur ce qu'est-ce que la CLASSE, est-ce un regroupement officiel ?

Michael Blondin indique que c'est un regroupement ad hoc, mais ne regroupe pas les autres associations nationales. C'est seulement l'ASSÉ et des associations locales. Elle a comme seul but que de faire reculer le gouvernement sur la hausse, après elle cesse d'exister. Pour être membre de la CLASSE, on n'a qu'à être contre toute hausse des frais de scolarité.

Michaël Cadilhac comprend qu'au final, la CLASSE est pour la gratuité.

Michael Blondin précise que l'ASSÉ est pour la gratuité, la CLASSE est contre la hausse.

Michaël Cadilhac demande si Michael Blondin propose de rejoindre la CLASSE ou l'ASSÉ.

Michael Blondin répond qu'il considère rejoindre la CLASSE. La raison de la rejoindre serait principalement d'y avoir droit de vote.

Louis-Philippe Blais demande s'il y a déjà des associations de l'Université de Montréal dans la CLASSE.

Michael Blondin répond qu'il y a 10 associations de l'Université de Montréal sur les 44 membres de la CLASSE.

Jean-Cristoph Dury quitte l'assemblée à 15 heures 25 minutes.

Michael Blondin précise ses intentions : supposons que le gouvernement propose qu'il n'y ait plus de hausse, mais la CLASSE veut la gratuité, soit on n'a rien à dire, soit on va dans leurs instances s'y opposer.

Michaël Cadilhac **propose** la levée de l'assemblée.

La proposition tombe faute d'appui.

Michael Blondin insiste : que fait-on cette semaine ?

Michaël Cadilhac lui dit qu'on lui laisse carte blanche.

Michael Blondin demande au reste du conseil de faire aller leurs contacts pour se rejoindre à l'association à 9 heures lundi matin.

Louis-Philippe Blais s'interroge sur ce qu'on fait pour les devoirs.

Sébastien Lavoie-Courchesne indique que certains professeurs demandent leurs devoirs en version papier et ont dit de les remettre après la grève.

Michael Blondin rappelle que notre consigne aux étudiants est de terminer les devoirs qui portent sur la matière déjà vue en classe comme s'ils étaient à remettre. Par contre, on ne leur dit pas de les remettre et on va dire aux professeurs de repousser la remise. Aucune évaluation sur de la matière non vue en classe ne sera acceptée. Dès qu'un professeur sort de son plan de cours, on va voir le directeur. Par exemple, s'il tente de déplacer le cours ou le rendre en ligne. Le directeur n'acceptera pas de telles modifications.

Dong Pivoine Van demande si le piquetage cible seulement les professeurs ou aussi les étudiants.

# Procès-verbal du Conseil Élargi du vendredi 9 mars 2012

AÉDIROUM  
05-04-2012

Philippe Lamontagne  
Président

---

Michael Blondin répond que personne ne traverse le piquetage.

## 3 Varia

Sébastien Lavoie-Courchesne a un point à faire valoir par rapport au café Math-Info. Ce que Jean-Cristoph Dury lui a dit, c'est qu'un membre non élu du comité du représentant café, Roxanne Rodrigue, ne remplit pas ses fonctions. Les représentants café des associations de mathématiques et d'informatique considèrent la démettre de ses fonctions. Elle a entre autres oublié d'annuler la commande de pâtisseries pour la semaine de relâche. Jean-Cristoph lui a demandé de soit payer les 120\$ de pertes, soit remettre sa clé. Elle ne sera donc probablement plus membre du comité du représentant café d'ici peu.

Michaël Cadilhac demande si, en grève, le café reste ouvert.

Sébastien Lavoie-Courchesne répond que oui, l'association de mathématiques n'est pas en grève et ils remplissent déjà presque toutes les plages horaires.

Michaël Cadilhac soulève le point des beignes et café. Devraient-ils se donner ?

Michaël Cadilhac sort de la salle à 15h35 sans que le point soit résolu.

Sébastien Lavoie-Courchesne indique que l'équipe des CSGames a terminé en 5<sup>e</sup> position.

Dong Pivoine Van a déposé de l'argent à la caisse, dont celui des cotisations. Elle devrait avoir le remboursement du département pour les CSGames bientôt. Les dépenses couvertes seront les frais d'avion et d'inscription des CSGames, mais pas les taxis.

Sébastien Lavoie-Courchesne demande pourquoi pas les taxis ? Ils étaient obligés d'en prendre à Winnipeg.

Dong Pivoine Van indique que dans le pire des cas, il reste pas mal d'espace dans le budget de l'association pour absorber les taxis si le département ne les rembourse pas.

Marc-Antoine Desjardins demande si les t-shirts sont revenus de Winnipeg. (On rappelle que certains t-shirts des CSGames avaient été expédiés à Winnipeg puisqu'ils ne seraient pas arrivés à temps.)

Sébastien Lavoie-Courchesne doit aller voir Purolator pour s'en assurer.

Sébastien Lavoie-Courchesne demande ce qui s'est passé avec l'assemblée départementale.

Philippe Lamontagne répond qu'il y en aura une en mars.

## 4 Fermeture

Michael Blondin **propose** la levée de l'assemblée. Il est appuyé par Marc-Antoine Desjardins.